

## Séance ordinaire du lundi 14 juin 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Finances

#### Présents :

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### Absents :

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Stéphanie JANNIN.

## Méthodes et durées d'amortissement des immobilisations de la Ville de Montpellier - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Conformément à l'article 1<sup>er</sup> du décret n°96-523 du 13 juin 1996 (article R 221-10 du Code des communes) pris pour l'application de l'article L. 2321-2 du Code général des collectivités territoriales, qui précise que « sont tenues d'amortir les communes dont la population est égale ou supérieure à 3 500 habitants », la Ville de Montpellier a procédé à la mise à jour de ses durées d'amortissement par délibération du 27 septembre 2019.

En application du référentiel M57, il apparaît nécessaire de modifier le mode de calcul des amortissements en adoptant le prorata temporis. A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, les amortissements seront ainsi calculés dès la date de mise en service des biens concernés.

Dans le cadre de la certification des comptes et selon les préconisations de la Cour des Comptes, il est également proposé de mettre en place des règles de simplification relatives à la réforme automatique des biens par catégorie d'actif.

Ainsi, la Ville de Montpellier amortira ses biens selon les modalités suivantes :

1) L'amortissement linéaire :

L'ensemble des immobilisations corporelles et incorporelles seront amortissables selon la méthode de l'amortissement linéaire. L'amortissement des biens sera calculé à partir de leur date de mise en service. Tout plan d'amortissement commencé devra être poursuivi jusqu'à son terme, sauf fin d'utilisation du bien (cession, affectation réforme ...). Le plan d'amortissement ne pourra être modifié qu'en cas de changement significatif dans les conditions d'utilisation du bien (cette modification faisant l'objet d'une délibération).

2) Le seuil d'amortissement en dessous duquel les biens sont amortis en un an est fixé à 2 000 € :

Est retenu le seuil de 2 000 € TTC en valeur unitaire pour les biens qui feront l'objet d'un amortissement dérogatoire sur un an. A l'issue de cette période, la Ville aura également la possibilité de procéder à la sortie comptable des biens de faible valeur sans pour autant que ces derniers soient physiquement réformés ou cédés.

3) La réforme automatique des biens par catégorie d'actif :

Les matériels et biens mobilier feront l'objet d'une réforme automatique 2 ans après la fin de leur amortissement, sans pour autant que ces derniers soient physiquement réformés ou cédés.

Les comptes concernés sont les suivants : 21561-21568-2157-2158-21782-21783-21784-21785-21788-2182-2183-2184 -2185-2188 et leurs déclinaisons.

4) Les biens amortis et les durées d'amortissement :

Est rappelé que la technique de l'amortissement s'applique obligatoirement à l'ensemble des biens incorporels et corporels (entrant dans le champ d'application de l'amortissement) acquis à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1996. Sont retenues, pour chaque catégorie d'immobilisation amortissable, les durées figurant sur le tableau ci-après :

Article	Libellé	Durée
202	Frais d'études, d'élaboration, de modifications et de révisions des documents d'urbanisme	5
203	Frais d'études, de recherche et de développement et frais d'insertion	5
204	Biens mobiliers, matériel et études	5
204	Bâtiments et installations	30
204	Projets d'infrastructures d'intérêt national	40
204	Voirie	30
204	Monuments historiques	30
2045	Subv. Equip versées aux tiers (fonds européens)	5
2046	Attributions de compensation d'investissement	15
205	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques...	5
208	Autres immobilisations incorporelles	5
2114	Terrains de gisement	15
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	20
2132	Immeuble de rapport	30
2153	Réseaux divers	20
2154	Voies navigables	30
21561	Matériel roulant incendie	7
21568	Matériel et outillage incendie	10

2157	Matériel et outillage technique	20
2158	Installations et outillages techniques	20
21612	Biens culturels et historiques - dépenses ultérieures immobilisées biens immobiliers	20
21622	Biens culturels et historiques - dépenses ultérieures immobilisées biens mobiliers	20
21714	Terrains de gisement	15
21721	Plantations d'arbres et arbustes	20
21753	Réseaux divers	20
21754	Voies navigables	30
21757	Matériel et outillage techniques	20
21758	Autres installations, matériel et outillage techniques	20
2176	Biens historiques et culturels	20
21782	Matériel de transport	7
21783	Matériel informatique	7
21784	Matériel de bureau et mobilier	7
21785	Matériel de téléphonie	7
21786	Cheptel	1
21788	Autres	7
2181	Installations générales, agencements	7
2182	Matériel de transport	7
2183	Matériel informatique	7
2184	Matériel de bureau et mobilier	7
2185	Matériel de téléphonie	7
2186	Cheptel	1
2188	Autres matériels	7
2214	Terrains de gisement	15
2221	Plantations d'arbres et arbustes	20
2253	Réseaux divers	20
2254	Voies navigables	30
2256	Matériel et outillage d'incendie et de défense civile	10
2258	Autres installations, matériel et outillage techniques	20
2281	Installations générales, agencements et aménagements divers	7
2282	Matériel de transport	7
2283	Matériel informatique	7
2284	Matériel de bureau et mobilier	7
2285	Matériel de téléphonie	7
2286	Cheptel	1
2288	Autres	7
	Biens inférieurs à 2000 euros	1

La présente délibération annule et remplace les délibérations précédents relatives aux méthodes et durées d'amortissement.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'adopter la méthode et les durées d'amortissement proposées ;
- D'adopter le principe de la mise en place de ces nouvelles modalités d'amortissement pour les amortissements passés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-159499-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.